

Ultimatum de la zone euro: un «Grexit» n'est pas du tout à exclure



<http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/02/18/31007-20150218ARTFIG00366-ultimatum-de-la-zone-euro-un-grexit-n-est-pas-du-tout-a-exclure.php>



Crédits photo : ALKIS KONSTANTINIDIS/REUTERS

FIGAROVOX/ENTRETIEN - L'Eurogroupe du 16 février s'est achevé par un ultimatum qui laisse à la Grèce jusqu'à la fin de la semaine pour accepter la prolongation du plan d'aide. Coralie Delaume analyse les causes et conséquences potentielles de cette intransigeance européenne.

Coralie Delaume est journaliste. Elle a notamment publié «Europe. Les Etats désunis¹» (Michalon, 2014). Découvrez ses chroniques sur son [blog²](#).

L'Eurogroupe s'est achevé lundi 16 février à Bruxelles par un clash entre le ministre grec des finances et ses homologues de la zone euro. Que cela vous inspire-t-il?

Ce que l'on sait de l'enchaînement des choses est un peu étrange. À priori, un accord provisoire était proche d'être trouvé, un premier texte ayant été soumis à Yanis Varoufakis et ayant obtenu son aval. Chaque partie y faisait des concessions, et l'on se donnait quatre mois pour parvenir à un accord plus abouti, tout en laissant à la Grèce un peu de marge de manœuvre budgétaire pendant ce laps de temps, pour qu'elle puisse commencer à mettre en œuvre le programme sur lequel Tsipras a été élu.

Mais il semble qu'en dernière minute, le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem ait substitué un autre texte à celui initialement présenté, comme l'a dit Varoufakis en conférence de presse et comme semble le confirmer un journaliste britannique [ici³](#). Dans cet autre texte, plus aucune concession n'était faite à la Grèce. Il était donc exclu qu'elle l'accepte.

Dans cet autre texte, plus aucune concession n'était faite à la Grèce. Il était

donc exclu qu'elle l'accepte.

Au bout du compte, l'Eurogroupe s'est donc achevé sur un échec, et sur un ultimatum laissant une semaine à Athènes pour accepter sans discuter la prolongation du «mémoire» en vertu duquel elle doit poursuivre les coupes budgétaires, les privatisations, et tout ce que le gouvernement Samaras avait avalisé précédemment. Bref, il s'agissait de faire exactement comme s'il n'y avait pas eu d'élections en Grèce...

L'Eurogroupe a adressé à la Grèce un ultimatum. Celle-ci a jusqu'à la fin de la semaine pour accepter le prolongation du plan d'aide. Que peut-il se passer si aucune solution n'est trouvée avant expiration de ce délai? Ce scénario est-il envisageable?

J'ignore si c'est envisageable. Il est possible que chacune des deux parties simule l'intransigeance pour montrer à l'autre qu'elle est déterminée. Mais déterminée à quoi? Là est la question!

Quant au gouvernement grec, on sait à peu près ce qu'il veut. Il veut pouvoir appliquer le programme économique qui lui a ouvert les portes du pouvoir et qui consiste à alléger le poids d'une austérité qui a imposé aux Grecs des souffrances inouïes -et inutiles. Pour cela, il ne propose rien de déraisonnable. Quoiqu'en disent certains, Syriza n'est pas un parti de dangereux révolutionnaires. Ils ne demandent même pas qu'on efface la dette hellène. Simplement qu'on aménage les modalités de son remboursement, de manière à ce que l'intégralité des excédents budgétaires désormais dégagés par le pays ne soit pas consacré au paiement des intérêts de la dette, mais qu'une partie puisse être dédiée à une petite relance. A mes yeux, non seulement il est invraisemblable qu'on puisse refuser de considérer les propositions d'Athènes. Mais il est plus invraisemblable encore qu'on les qualifie de «radicales».

Syriza n'est pas un parti de dangereux révolutionnaires. Ils ne demandent même pas qu'on efface la dette hellène. Simplement qu'on aménage les modalités de son remboursement.

Quant au camp d'en face -qu'on n'arrive même plus à gratifier du nom «d'Européens» tant c'est leur faire un honneur immérité -on se demande bien ce qu'il cherche. Espère-t-il vraiment que le gouvernement grec cèdera sur tout et en reviendra à la bonne vieille politique d'Antonis Samaras? Ce serait méconnaître, je crois, la force qui porte un gouvernement désormais soutenu par... 80% de sa population. Syriza a réussi le tour de force de réaliser autour d'elle une véritable union nationale. Le soutien va très au-delà des seuls électeurs ayant voté pour ce parti. Tsipras ne peut donc pas reculer. Ce serait une véritable catastrophe pour le pays. Et puis, à ce stade, c'est une question de dignité...

Comment expliquez-vous l'intransigeance des Européens, et notamment de l'Allemagne, à l'encontre des Grecs?

Il n'est pas impossible que «les Européens» commencent à se résoudre à l'idée d'un Grexit. D'une part, ils sont persuadés que le risque de contagion est limité et qu'il n'y a plus de «risque systémique» lié à une sortie de la Grèce de l'euro. Techniquement, c'est sans doute vrai. Politiquement c'est autre chose. Et psychologiquement, ça aurait un fort impact, et battrait définitivement en brèche l'idée selon laquelle l'euro est irréversible.

Il n'est pas impossible que «les Européens» commencent à se résoudre à l'idée d'un Grexit.

Peut-être veulent-ils aussi faire un exemple, et montrer à tout le monde ce qu'il en coûte de vouloir «jouer à la démocratie». La crainte d'être purement et simplement éjecté de la zone euro pourrait décourager les autres pays européens de tenter de suivre un chemin à la grecque. Par exemple, les Espagnols pourraient être dissuadés de voter pour Podemos -un parti proche de Syriza que plusieurs sondages mettent en tête des intentions de vote en Espagne- aux législatives de novembre prochain.

Ce qui est sûr, c'est que l'Allemagne pèse de tout son poids dans la balance. Plus personne n'ignore que se joue actuellement en Europe un duel germano-grec. Ce sont deux pays qui ont une trajectoire différente, des aspirations différentes. Deux vieilles nations qui ont un conflit d'intérêt et qui sont dans un rapport de force! On voit bien qu'au final, l'Europe n'existe pas. C'est un concept liquide, qui nous file entre les doigts.

Or Berlin a de plus en plus de mal à gérer «son» euro, parce que ça lui impose de traiter avec les «pays du Club Med», ce qui lui devient de plus en plus insupportable. En même temps, endosser la responsabilité d'un échec de l'euro est inimaginable pour l'Allemagne, ne serait-ce que pour des raisons historiques. Il est donc possible qu'elle cherche à pousser les autres dehors en leur proposant des compromis qu'elle sait inacceptables pour eux. Si la Grèce refuse de se coucher, c'est elle qu'on accusera d'être fautive et d'avoir refusé d'entendre raison...

Plus personne n'ignore que se joue actuellement en Europe un duel germano-grec.

Autre élément à prendre en compte au sujet de l'Allemagne: la droite eurosceptique -le parti Afd- y rencontre désormais des succès à chaque élection, comme ça a encore été le cas dimanche dernier à Hambourg. A l'inverse, la CDU de Merkel, est plutôt en perte de vitesse. Or plus la CDU fait des concessions à l'Europe du Sud, plus elle apparaît comme «centriste». Et plus ça fertilise les partis qui prétendent la dépasser sur sa droite. C'est le cas de l'Afd, qui est une droite radicale bourgeoise, dont l'objet est de défendre l'épargne allemande, et dont le principal argument commercial est le suivant: «les contribuables Allemands ne doivent pas payer pour les autres». A terme la montée de l'Afd peut même devenir gênante pour la coalition en place à Berlin. Au sein de la CDU, certains vont commencer à se demander sérieusement s'il ne vaudrait mieux pas faire alliance avec l'Afd qu'avec les sociaux-démocrates du SPD. Cet élément de politique intérieure est évidemment à prendre en compte pour comprendre la fermeté -voire l'autisme- allemand vis-à-vis de la Grèce.

Un Grexit est-il totalement à exclure? Celui-ci aurait-il vraiment des conséquences désastreuses pour la Grèce?

Il n'est pas du tout à exclure! Syriza ne l'a jamais proposé et Tsipras n'a pas de mandat pour aller aussi loin. Les Grecs tiennent à rester dans l'euro, sans doute parce qu'ils considèrent qu'ils ont assez souffert et qu'il est inutile d'ajouter une difficulté supplémentaire à celles qu'ils ont déjà. Mais cela peut changer, si on continue à les rabrouer sans cesse. Encore une fois, ce n'est plus toute à fait une simple question d'économie, c'est une question de dignité.

Quant aux conséquences... Ce serait sans doute très dur au début. Mais le problème, c'est que c'est déjà très dur pour les Grecs aujourd'hui. Ils finiront sans doute par considérer qu'ils ont plus à gagner qu'à perdre à un Grexit.

Le problème de l'euro, c'est qu'il n'est pas viable parce qu'il agrège des pays trop fondamentalement différents. La question n'est donc pas tellement de savoir qui va en sortir, quand ça se produira ou si c'est opportun. Nous en sortirons tous un jour, à n'en pas douter. Cela étant acquis, j'ai tendance à penser que le plus tôt sera le mieux. Pour la Grèce, pour l'Allemagne, pour tout le monde.

Avertissement de modération: Nous vous rappelons que vos commentaires sont soumis à notre charte et qu'il n'est pas permis de tenir de propos violents, discriminatoires ou diffamatoires. Tous les commentaires contraires à cette charte seront retirés et leurs auteurs risquent de voir leur compte clos. Merci d'avance pour votre compréhension.

La rédaction vous conseille :

Victoire de Syriza: vers l'auto-destruction de la zone euro⁴

Tsipras vu de Bruxelles⁵

Zone euro: après la Grèce, l'Italie?⁶

BCE, dette, Syriza: décryptage d'une tragédie grecque⁷



Alexandre Devecchio

auteur **55 abonnés**

Journaliste au FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @Alex_devecch

Liens:

- 1 <http://www.amazon.fr/Europe-Etats-d%C3%A9sunis-Coralie-Delaume/dp/2841867331>
- 2 <http://l-arene-nue.blogspot.fr/>
- 3 <http://blogs.channel4.com/paul-mason-blog/leak-counterleak-achieve-greek-deal/3329>
- 4 <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/01/26/31007-20150126ARTFIG00095-victoire-de-syriza-vers-l-auto-destruction-de-la-zone-euro.php>
- 5 <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/>
- 6 <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/02/13/31007-20150213ARTFIG00182-zone-euro-apres-la-grece-l-italie.php>
- 7 <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2015/02/05/31007-20150205ARTFIG00318-bce-dette-syriza-decryptage-d-une-tragedie-grecque.php>

<- figaro-web24.sdv.fr ->